

Le débat d'orientation budgétaire 2016



Introduction

Objectifs du DOB

- ⇒ Discuter des orientations budgétaires.
- ⇒ Informer sur la situation financière de la collectivité afin d'éclaircir les choix stratégiques des élus au budget primitif.

Obligation légale du DOB

- ⇒ Obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants (Article L2312-1 du CGCT), imposé par la loi du 6 février 1992 dite loi A.T.R.
- ⇒ Réalisé dans les 2 mois avant le vote du budget.

Contexte économique et juridique

Contexte international

Monde:

Le PIB mondial a été de 3.5% en 2015. Son évolution devrait être de 3.7% en 2016.

La situation économique se renforce dans les pays émergents avec un ralentissement de la croissance pour la Chine et l'Inde.

Zone Euro :

La croissance de la zone Euro a été de 1.5% en 2015. En 2016, elle pourrait atteindre 1.7%.

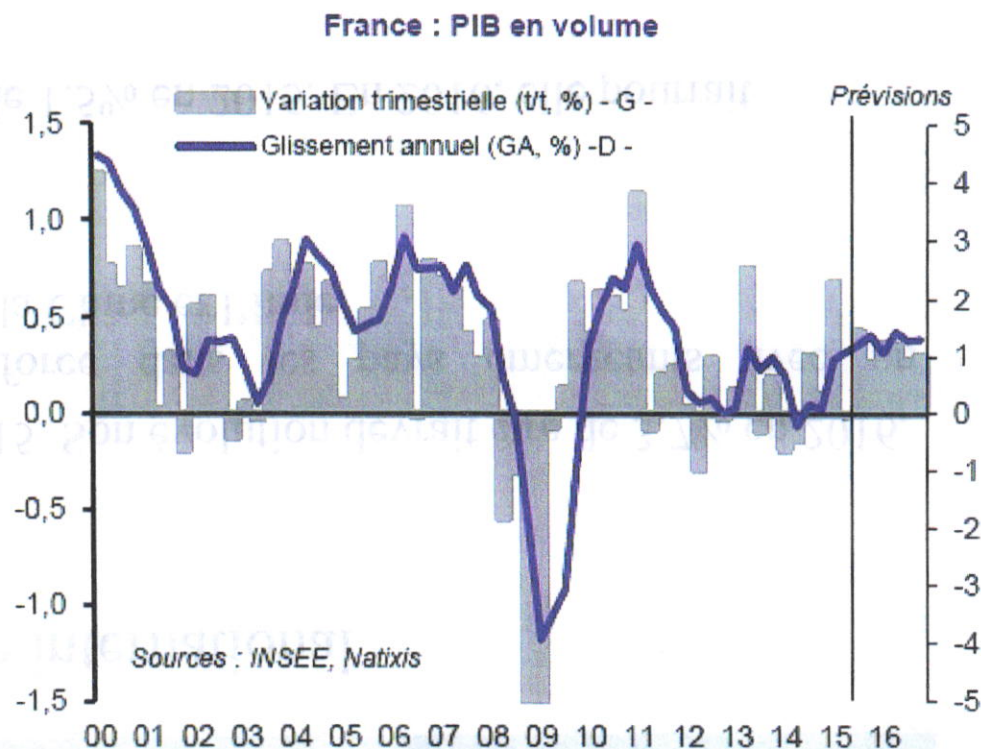
Contexte économique et juridique

En France

La croissance française a fortement rebondi au trimestre 1 2015 (+0.7%) avant de marquer une pause au trimestre 2 (+0%).

On table sur une projection de +0.4% pour le trimestre 3 et +0.3% sur trimestre 4 en 2015.

Pour 2016 on table sur une projection de 1.7%, voir 1.3% suivant les dernières prévisions.



Contexte économique et juridique

Inflation

En 2015, l'inflation en France a été quasiment nulle. Pour 2016, elle devrait être faible vers 0.6%. Elle pourrait être de 1% en 2017.

Inflation Française



Contexte économique et juridique

Le chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pole Emploi en novembre 2015 s'élève à :

- 3 574 800 en catégorie A soit une variation de +2.5% sur un an

- 5 442 500 en catégorie A, B, C soit une variation de +5.1%.

Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en novembre 2015 pour la Région Nord Pas-de-Calais :

Catégorie A : 270 708 (+1.6% sur un an)

Catégorie A, B, C : 398 293 (+4.0% en un an)

Cat A : sans emploi

Cat B : activité réduite courte

Cat C : activité réduite longue



Sur le bassin d'emploi de Lens Hénin

Catégorie A : 26 553 (-1.5% sur un an)

Catégorie A, B et C : 39 714 (+2.4% sur un an)

À Harnes

Catégorie A : 930 (-4.7% sur un an)

Catégorie A, B et C : 1 421 (-1.5% sur un an)

Taux de chômage au sens du BIT

Données CVS en moyenne trimestrielle, en %

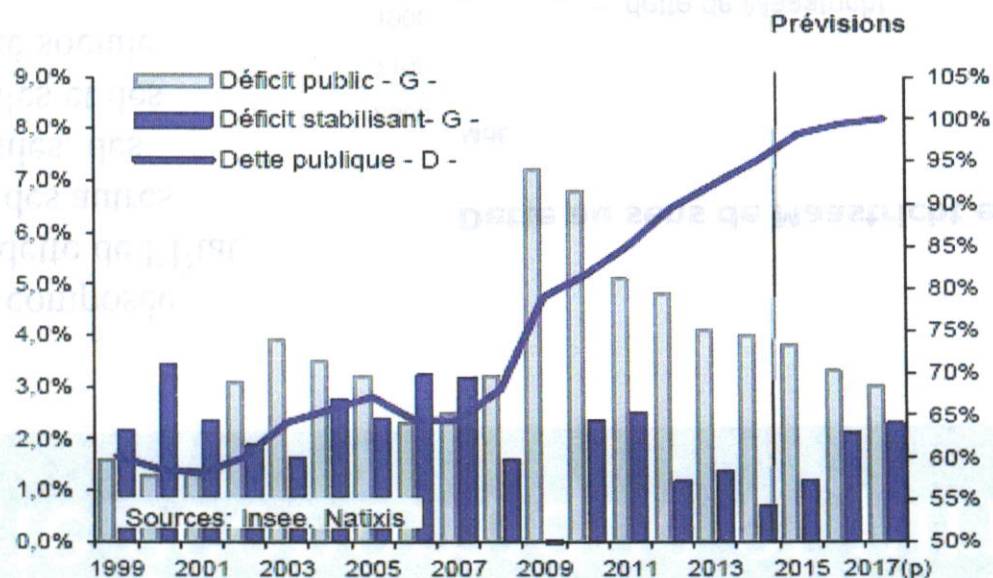


Contexte économique et juridique

Les déficits publics

En 2015, le déficit public est resté sensiblement inchangé (à 3.8% du PIB) tandis qu'un effort plus important est prévu en 2016 (-3.3% du PIB), l'objectif affiché est de le ramener sous le seuil de 3% en 2017.

France : finances publiques
(% PIB)

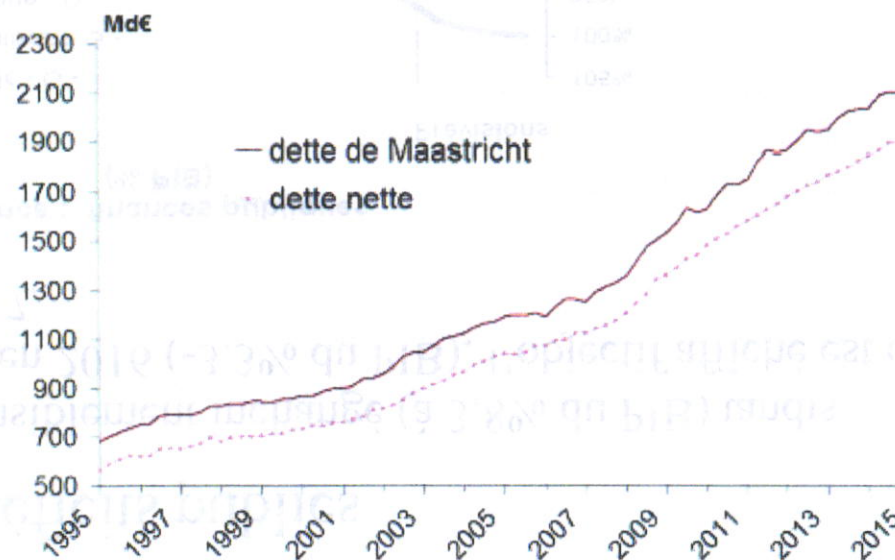


Contexte économique et juridique

La dette publique est composée principalement de la dette de l'État, mais aussi des dettes des autres administrations centrales, des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale.

Le Projet de Loi de Finances 2016 prévoit que la dette publique française représentera en 2016 96.5% du PIB, contre 96.3% en 2015. Cette progression maîtrisée devrait ainsi permettre à la dette publique de se stabiliser en 2016 avant de refluer en 2017.

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Contexte économique et juridique

La loi de finances 2016

Les changements par rapport à la loi de finances initiale :

- Une augmentation de 8.5 Milliards d'euros des dépenses.
- Une augmentation de 9.4 Milliards d'euros des recettes.
- Une augmentation du solde des comptes spéciaux de 0.1 Milliards d'euros.
- Un déficit budgétaire qui régresse de 73 à 72 Milliards d'euros.

En milliards d'euro, comptabilité budgétaire	Exécution 2014	LFI 2015	Révisé 2015	PLF 2016
Dépenses nettes ^a	374,0	367,6	366,3	374,8
Recettes nettes	288,3	293,3	292,3	301,7
dont impôt sur le revenu	69,2	68,9	69,6	72,3
dont impôt sur les sociétés	35,3	33,7	33,5	32,9
dont taxe sur la valeur ajoutée	138,4	142,6	141,5	144,7
dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques	13,2	14,0	13,9	15,6
dont autres recettes fiscales	18,2	19,8	19,7	20,5
dont recettes non fiscales	13,9	14,2	14,1	15,7
Solde du budget général	-85,7	-74,2	-74,0	-73,1
Solde des budgets annexes	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des comptes spéciaux	0,2	-0,2	1,0	1,1
SOLDE GENERAL	-85,6	-74,4	-73,0	-72,0

Contexte économique et juridique

Le budget de l'Etat en 2016

Les dépenses de l'Etat hors dettes, pensions et concours aux Collectivités Territoriales pour 2016 sont de 231.12 milliards d'euros, montant en augmentation par rapport à la LFI 2015.

Les recettes nettes de l'Etat pour l'année 2016 s'élèveront à 301.7 milliards d'Euros.

La charge de la dette sera pour 2016 de 47.70 milliards d'euros, montant en hausse par rapport à 2015.

Les dépenses de l'Etat

	LFI 2014	LFI 2014 format PLF 2015	PLF 2015 format courant	LPFP2016 format courant	LPFP 2017 format courant
Crédits de paiement en milliards d'euros					
Dépenses du budget général (hors dette, pensions et mission RCT)*	196,34	204,23	203,50	203,26	202,72
Taxes affectées plafonnées et prélèvements sur le fonds de roulement des opérateurs	5,57	6,17	5,08	5,05	5,42
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	20,22	20,22	21,04	22,80	21,48
Dépenses de l'Etat, hors dettes, pensions et concours aux collectivités territoriales*	222,14	230,62	229,62	231,12	229,62
Soit en écart à 2014			-1,00	0,50	-1,00
Transferts aux collectivités locales (PSR et mission RCT**)	56,81	56,86	53,20	49,53	45,86
Soit en écart à 2014			-3,67	-7,33	-11,00
Prélèvements sur fonds de roulement prévus en loi de finances pour 2014	-0,48	-0,48			
Dépenses de l'Etat, hors dettes et pensions*	278,46	287,00	282,81	280,65	275,48
Soit en écart à 2014			-4,19	-6,35	-11,52
Charge de la dette	46,65	46,65	44,34	47,70	50,09
Contribution au CAS Pensions	45,44	45,44	45,80	46,19	48,40
Dépenses totales de l'Etat	370,56	379,09	372,95	374,53	373,97
Prévision d'inflation		0,5 %	+ 0,9 %	+ 1,4 %	+ 1,75 %
Évolution en volume des dépenses de l'Etat			-2,52 %	-0,97 %	-1,90 %

RCT : «Relations avec les collectivités territoriales»

* hors Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité

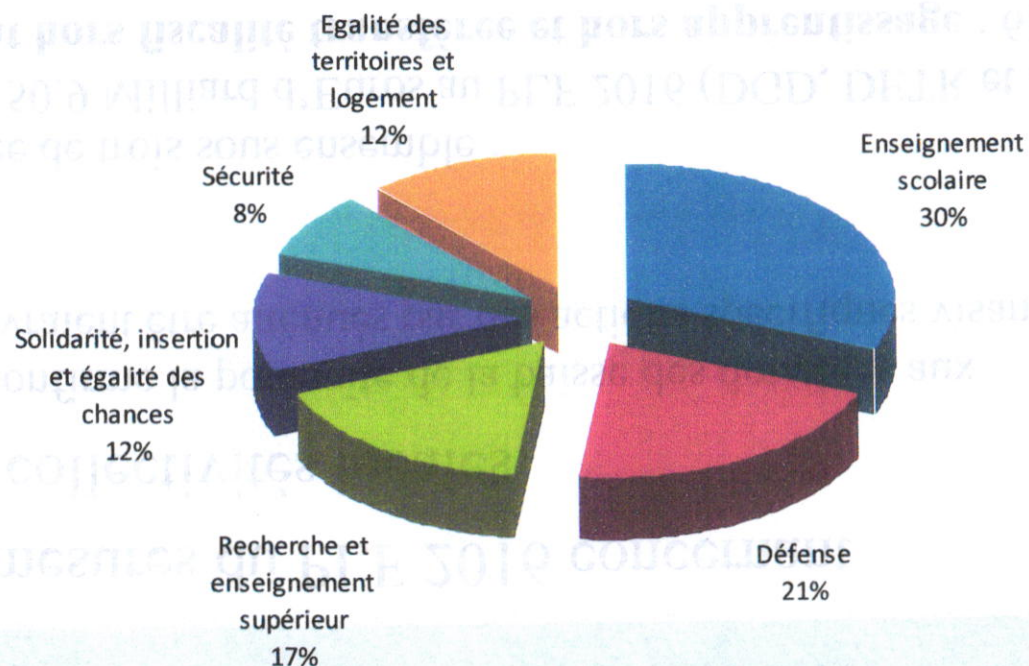
** hors réserve parlementaire, intégrée aux dépenses du budget général

Contexte économique et juridique

Les dépenses du budget général par mission

Le Projet de Loi de Finances 2016 compte 30 missions, contre 31 en 2015 ; une réduction qui s'explique par la démarche de simplification et de modernisation de l'action de l'État engagée par le Gouvernement.

Les principales missions sont représentées dans le graphique ci-joint.



Contexte économique et juridique

Les principales mesures du PLF 2016 concernant les collectivités locales

Le Projet de Loi de Finances 2016 confirme la poursuite de la baisse des dotations aux collectivités locales. Ces impacts devraient être atténués par des actions spécifiques visant à favoriser l'investissement.

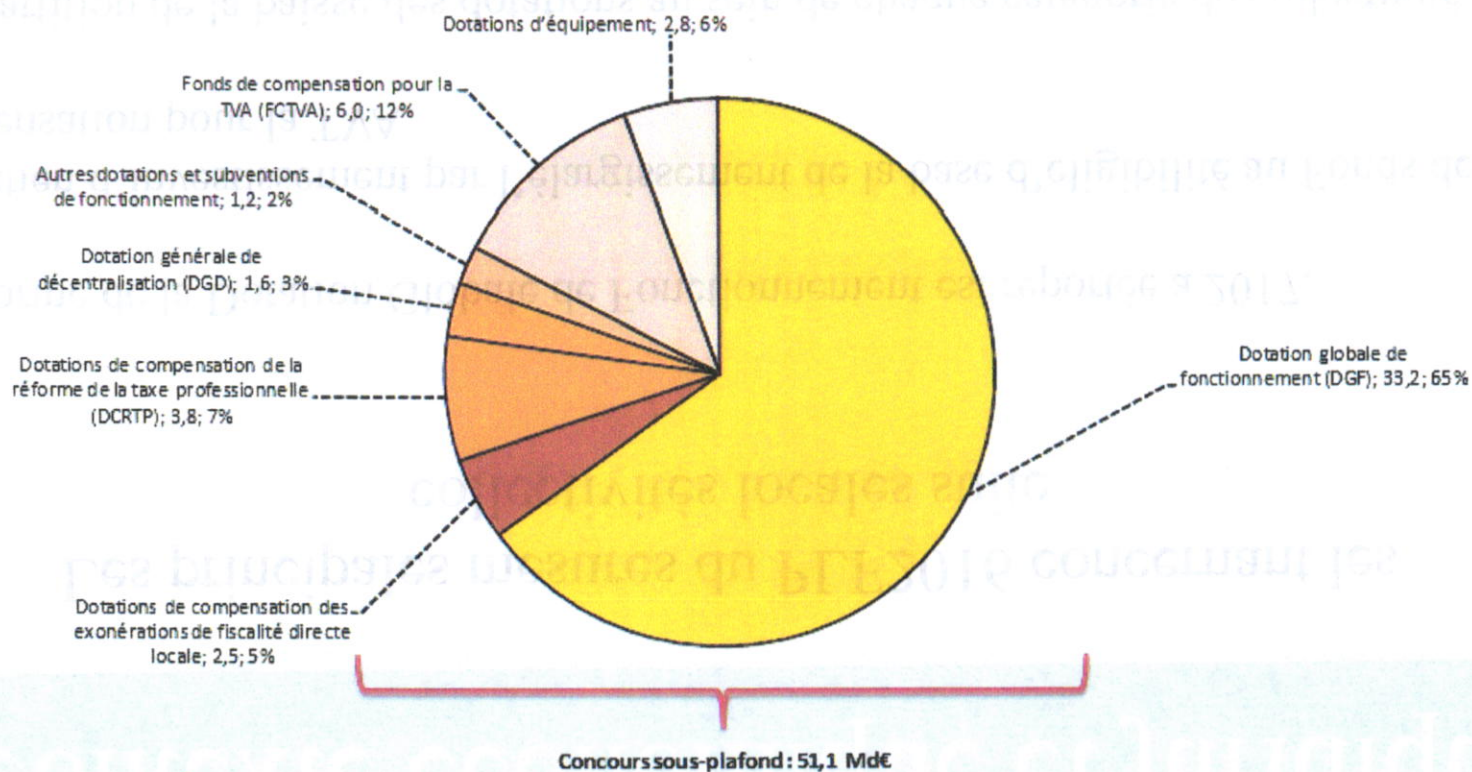
Les concours de l'état sont constituée de trois sous ensemble :

- **Le concours financier de l'État** : 50.9 Milliard d'Euros au PLF 2016 (DGD, DETR et DGE)
- **Les transferts financiers de l'Etat hors fiscalité transférée et hors apprentissage** : 65 Milliards d'Euros au PLF 2016
- **Le total des transferts financiers de l'État aux collectivités** : 99.7 Milliards d'Euros au PLF 2016

Pour information, une baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement de 3.67 Milliards d'Euros par rapport à la LFI 2015.

Contexte économique et juridique

Concours de l'Etat aux collectivités territoriales sous-plafond (LFI 2016)



Contexte économique et juridique

Les principales mesures du PLF2016 concernant les collectivités locales suite

La réforme de la Dotation Globale de Fonctionnement est reportée à 2017.

Le soutien d'investissement par l'élargissement de la base d'éligibilité au Fonds de Compensation pour la TVA.

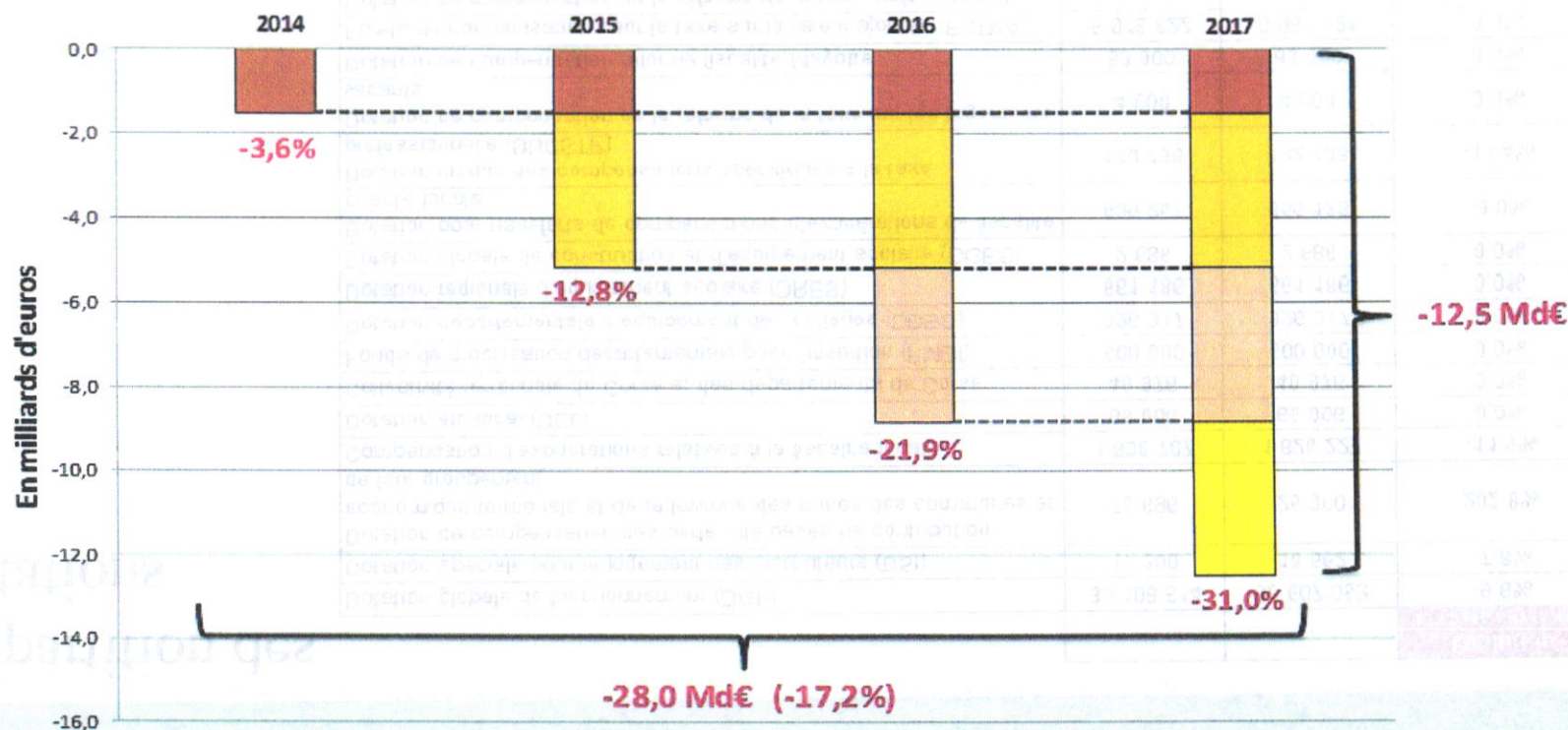
La répartition de la baisse des dotations au sein de chaque catégorie de collectivité intègre une logique de péréquation au profit des collectivités les moins favorisées.

La répartition de cette baisse entre catégorie de collectivité s'effectue proportionnellement à leur ressource totale.

Contexte économique et juridique

Réduction programmée des concours de l'Etat aux collectivités locales

LFI pour 2014, LFI pour 2015, LFI pour 2016, Loi de programmation 2014-2019



- Minoration des concours 2014
- Minoration des concours 2015
- Minoration des concours 2016
- Minoration des concours 2017

Contexte économique et juridique

Répartition des dotations

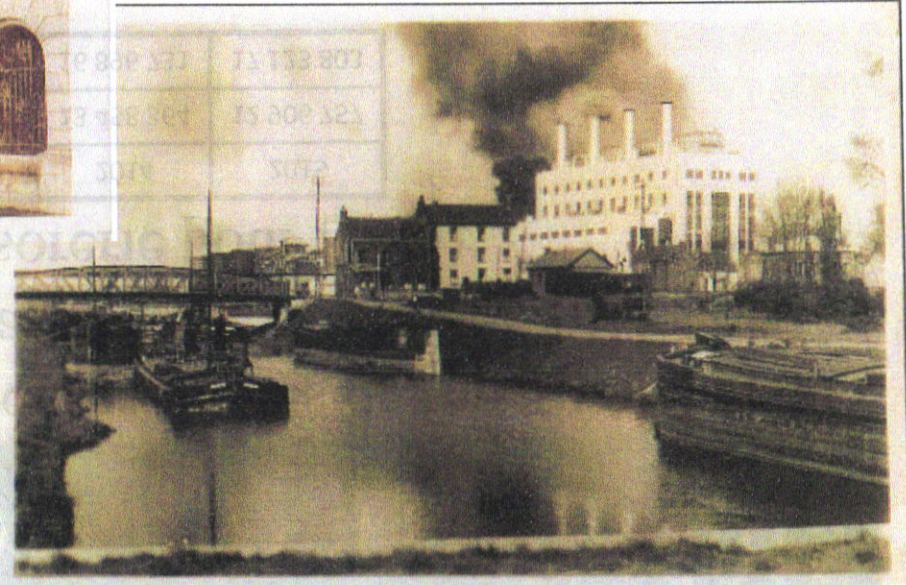
	PLF 2016 (en milliers €)	LFI 2015 (en milliers €)	Evolution LFI 2015 / PLF 2016
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	33 108 514	36 607 053	-9,6%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	17 200	18 662	-7,8%
Dotation de compensation des pertes de bases de contribution économique territoriale et de redevance des mines des communes et de leur groupement	75 696	25 000	202,8%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	1 608 707	1 826 227	-11,9%
Dotation élu local (DEL)	65 006	65 006	0,0%
Collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	40 976	40 976	0,0%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	500 000	500 000	0,0%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	635 257	655 123	-3,0%
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (DUCSTP)	170 738	192 733	-11,4%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation réforme fiscalité Mayotte	83 000	83 000	0,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	5 978 822	5 961 121	0,3%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	3 324 422	3 324 422	0,0%
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	423 292	423 292	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	78 750	0	nc
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	5 000	-100,0%
TOTAL	47 111 391	50 728 626	-7,1%

Source : PLF 2016

Ville de Harnes



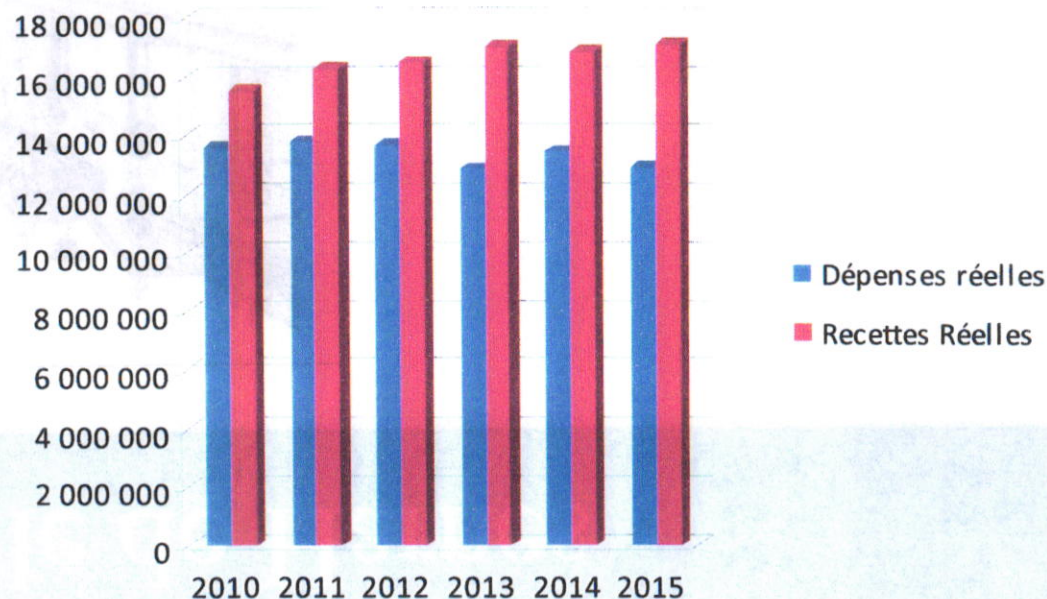
Harnes — L'Hôtel de Ville et la Grand Rue



Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Evolution de nos recettes et dépenses réelles de fonctionnement en euros (chiffres provisoires arrêtés au 12 janvier 2016 non arrêtés avec la trésorerie pour 2015)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dépenses réelles	13 607 565	13 799 887	13 691 210	12 857 905	13 458 364	12 906 757
Recettes Réelles	15 541 354	16 271 004	16 487 159	17 063 379	16 896 731	17 123 803

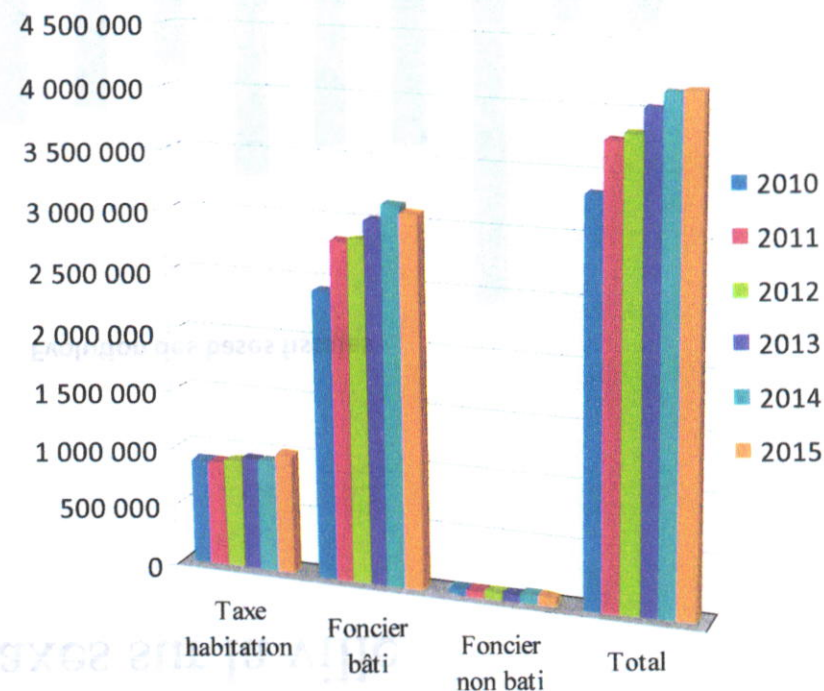


Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Evolution des taxes locales en euros

	Taxe habitation	Foncier bâti	Foncier non bâti	Total	Evolution
2010	884 032	2 413 235	52 046	3 349 313	
2011	883 072	2 828 148	57 864	3 769 084	13%
2012	912 964	2 854 226	60 850	3 828 040	2%
2013	943 329	3 022 987	61 581	4 027 897	5%
2014	938 298	3 151 882	65 338	4 155 518	3%
2015	1 003 980	3 096 106	65 916	4 166 002	0,25%

Evolution des taxes locales en euros

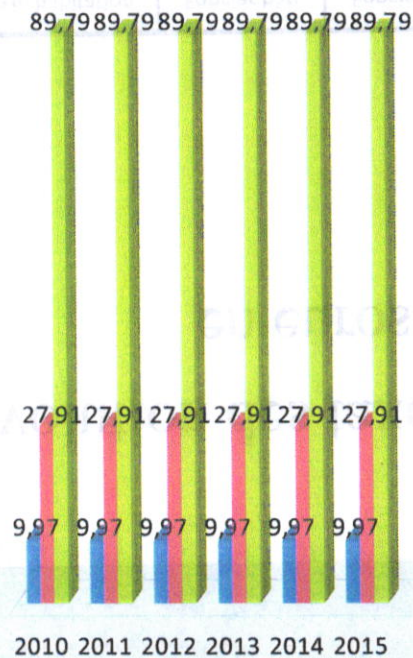


Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

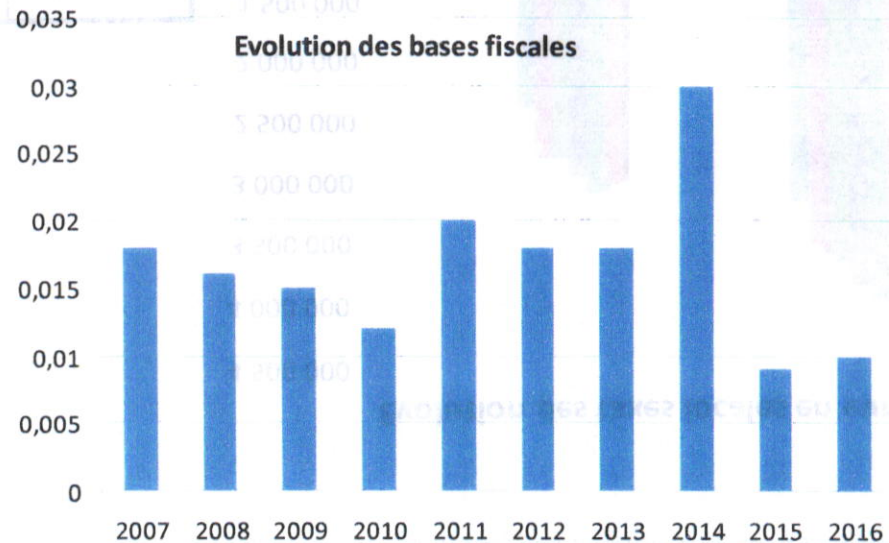
Evolution des taux des taxes sur la ville

Evolution de la fiscalité

■ Taxe habitation ■ Foncier Bâti ■ Foncier non bâti

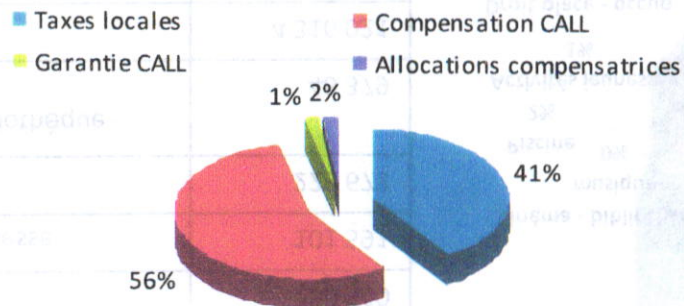


Evolution des bases fiscales



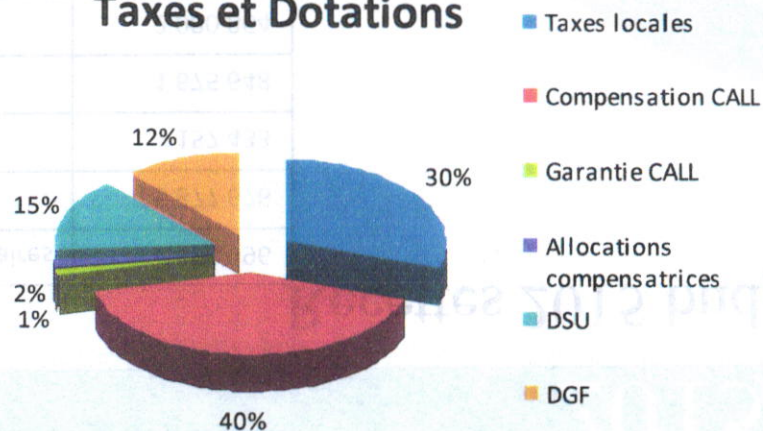
Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Recettes Fiscales



Taxes locales	4 316 021
Compensation CALL	5 877 676
Garantie CALL	157 433
Allocations compensatrices	216 366
Total en euros	10 567 496

Taxes et Dotations

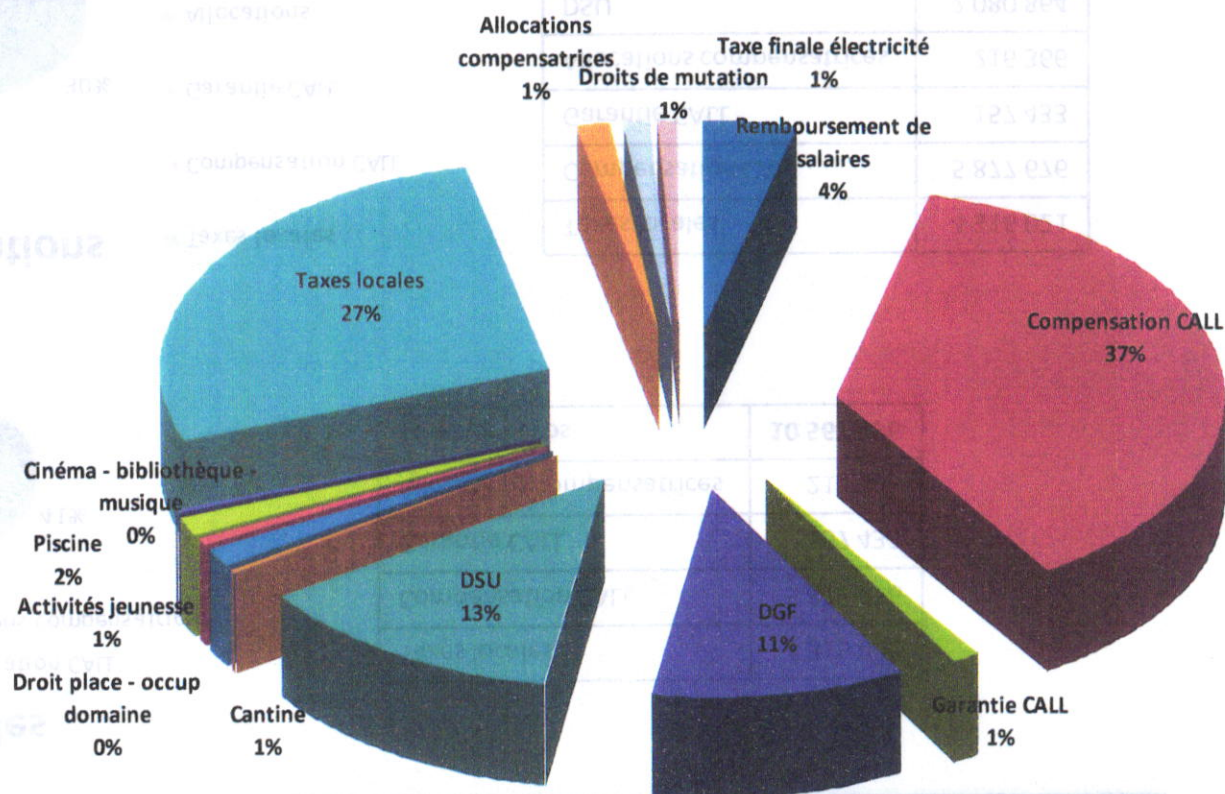


Taxes locales	4 316 021
Compensation CALL	5 877 676
Garantie CALL	157 433
Allocations compensatrices	216 366
DSU	2 080 864
DGF	1 675 648
Total en euros	14 324 008

Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Recettes 2015 budget général

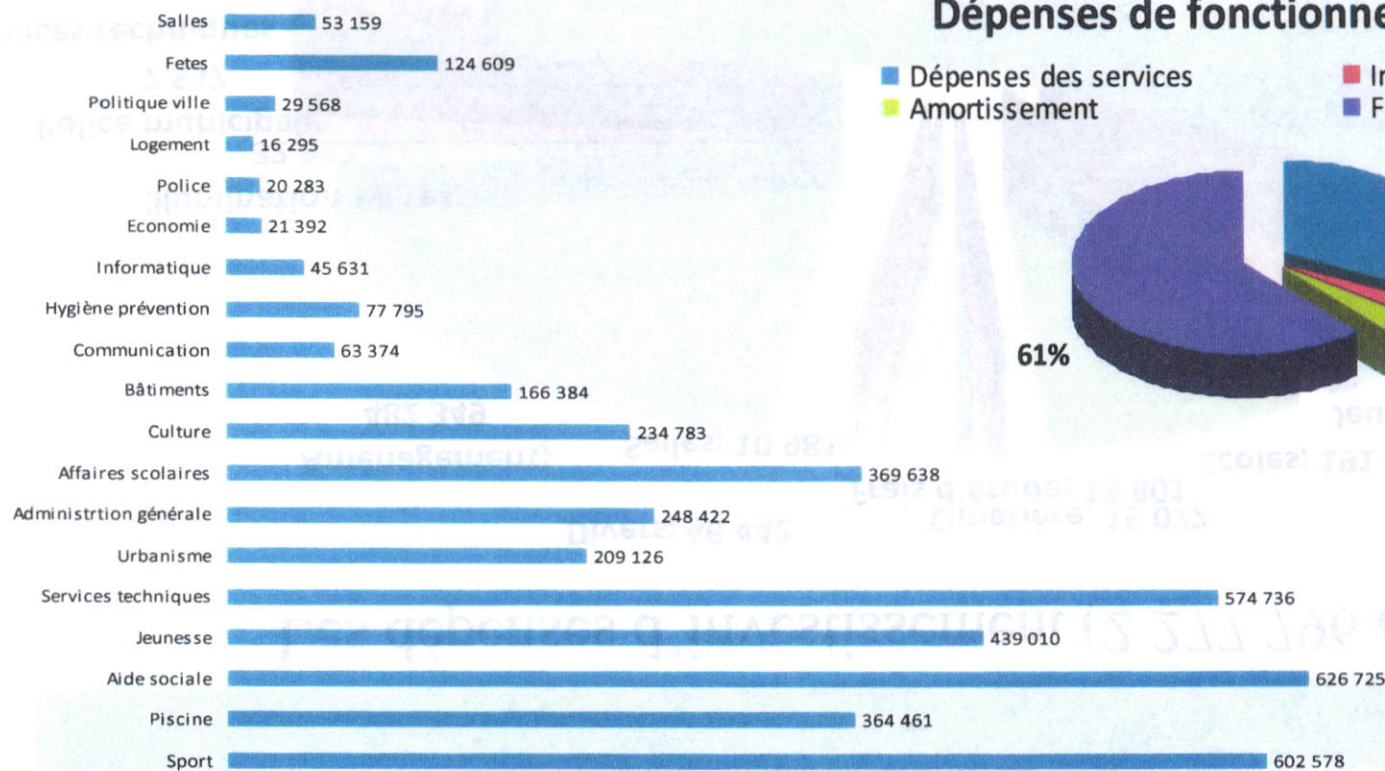
Remboursement de salaires	598 996
Compensation CALL	5 877 676
Garantie CALL	157 433
DGF	1 675 648
DSU	2 080 864
Droit place - occup domaine	53 462
Cantine	200 860
Activités jeunesse	101 591
Piscine	228 672
Cinéma - bibliothèque - musique	48 379
Taxes locales	4 316 021
Allocations compensatrices	216 366
Taxe finale électricité	170 161
Droits de mutation	131 505



Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

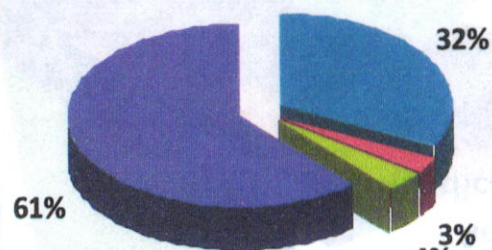
Dépenses de fonctionnement 2015

Dépenses par services 4 287 967



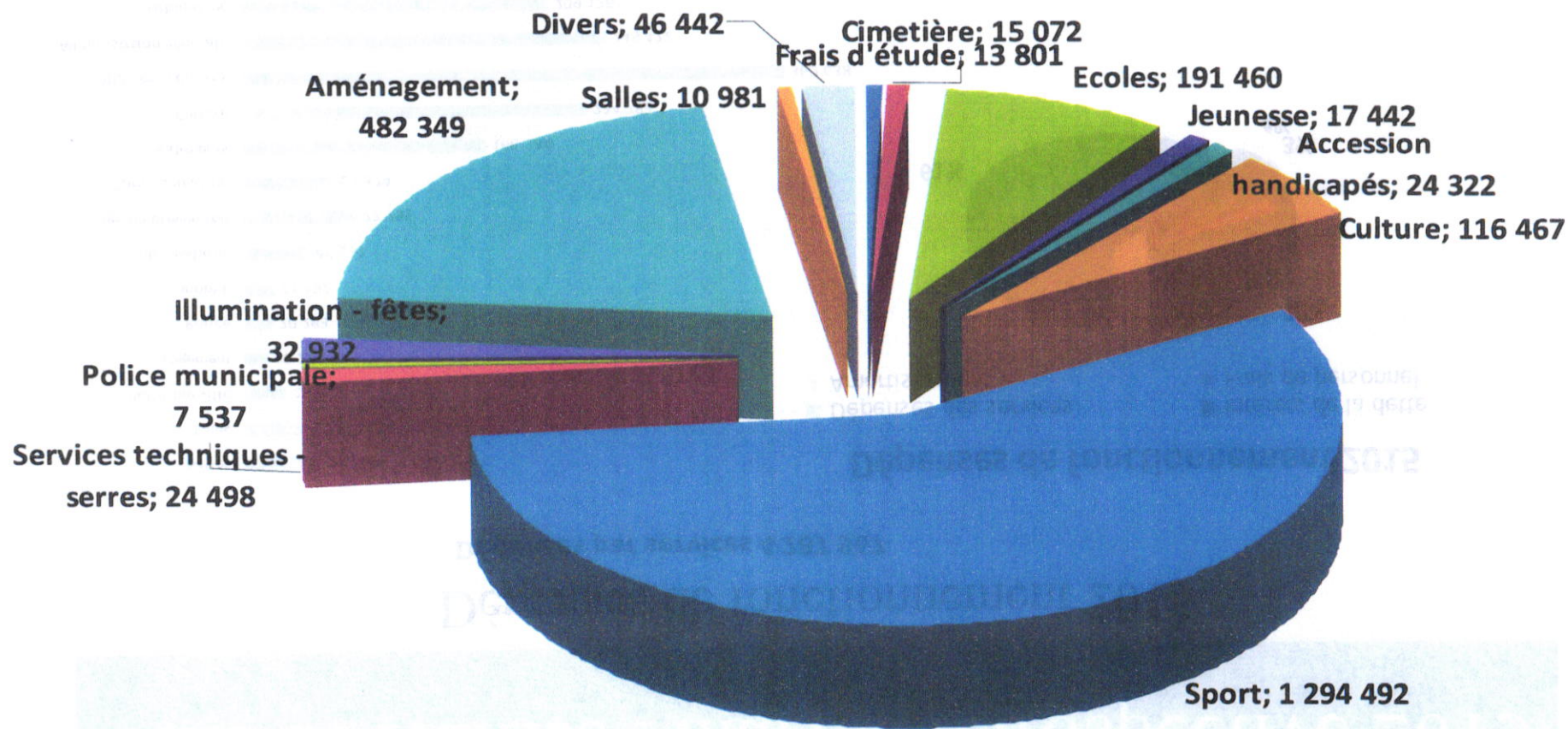
Dépenses de fonctionnement 2015

■ Dépenses des services
■ Amortissement
■ Intérêts de la dette
■ Frais de personnel



Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Les dépenses d'investissement (2 277 796 euros)



Ville de Harnes-Analyse rétrospective 2015

Principales subventions accordées

Subvention au CCAS : 610 000 €

Subventions de fonctionnement aux associations :

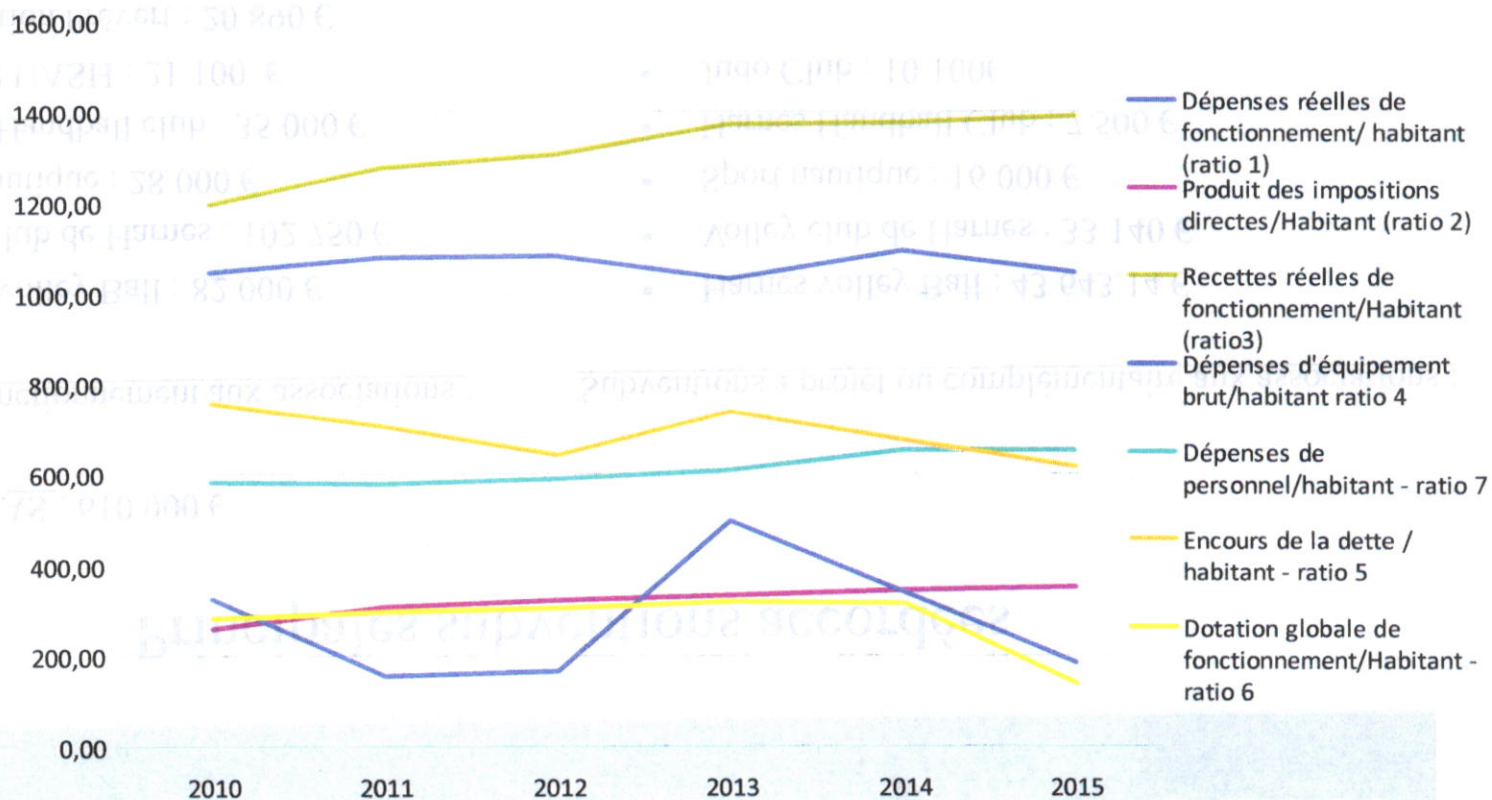
- Harnes volley Ball : 82 000 €
- Volley club de Harnes : 102 750 €
- Sport nautique : 28 000 €
- Harnes Handball club : 35 000 €
- Football UASH : 21 100 €
- Association Prévert : 20 890 €
- Club Prévention : 11 020.36 €
- Harmonie de Harnes : 9 860 €
- Judo Club : 8 700 €

Subventions à projet ou complémentaire aux associations :

- Harnes volley Ball : 43 643.14 €
- Volley club de Harnes : 33 140 €
- Sport nautique : 16 000 €
- Harnes Handball Club : 7 500 €
- Judo Club : 10 100€

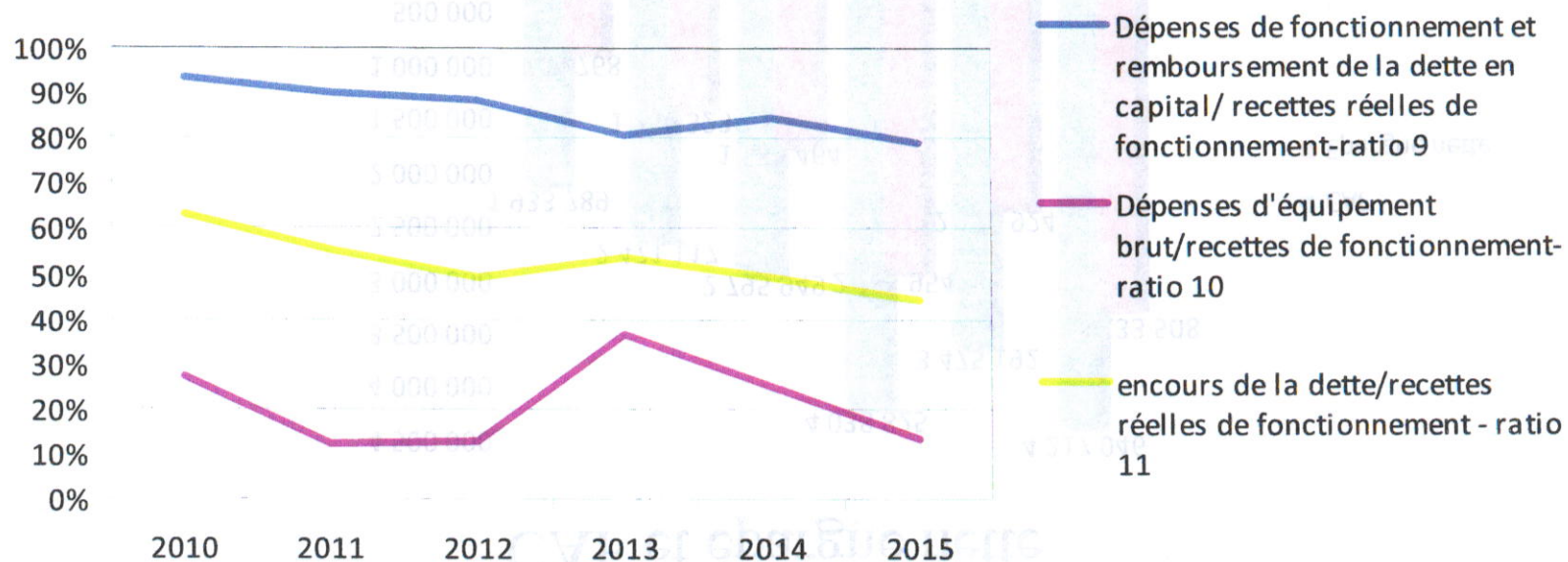
Ville de Harnes-Analyse financière

Indicateurs financiers de la commune 1



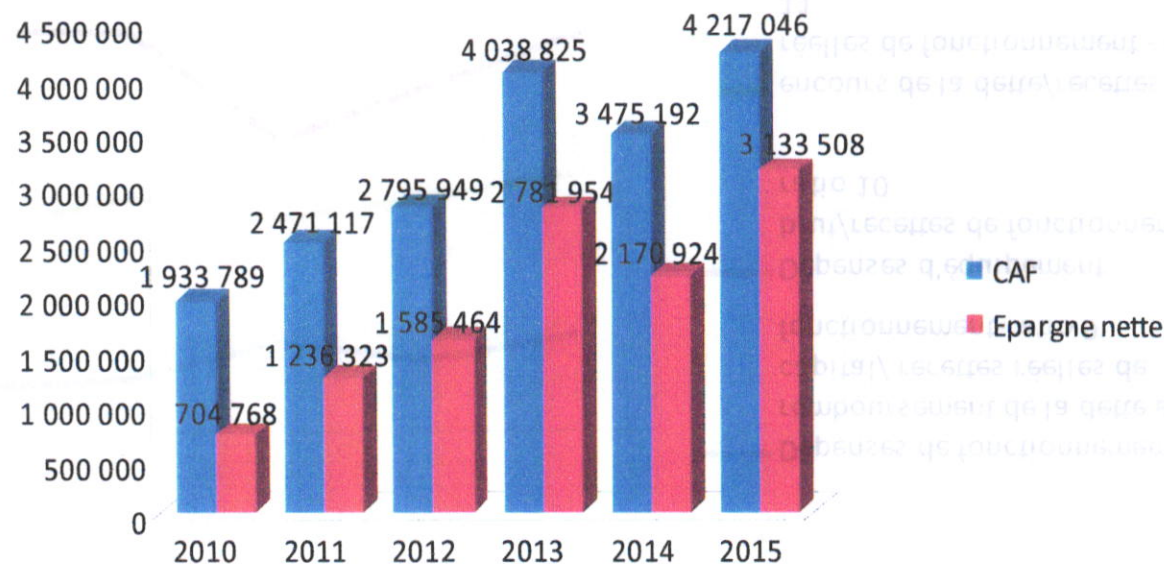
Ville de Harnes-Analyse financière

Indicateurs financiers de la commune 2



Ville de Harnes - Analyse financière

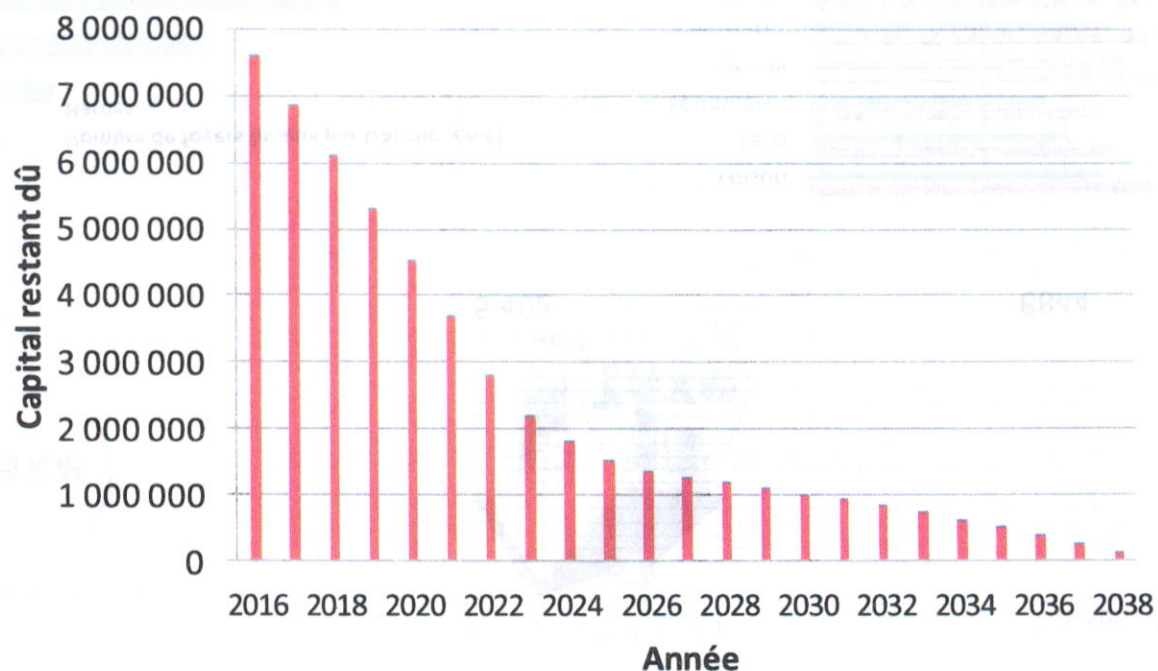
CAF et épargne nette



La capacité d'autofinancement de la ville représente la différence entre nos recettes et nos dépenses de fonctionnement. L'Épargne Nette est égale à cette CAF moins le remboursement de la dette.

Ville de Harnes-Analyse financière

Extinction de la dette



Le montant de la dette au 1 janvier 2016 est de 7 578 573€

Ville de Harnes - Caractéristiques de la commune en 2014

Foyers imposables (en %)



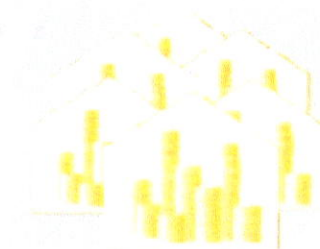
2097 soit 30,6%

Logements soumis à la Taxe d'Habitation

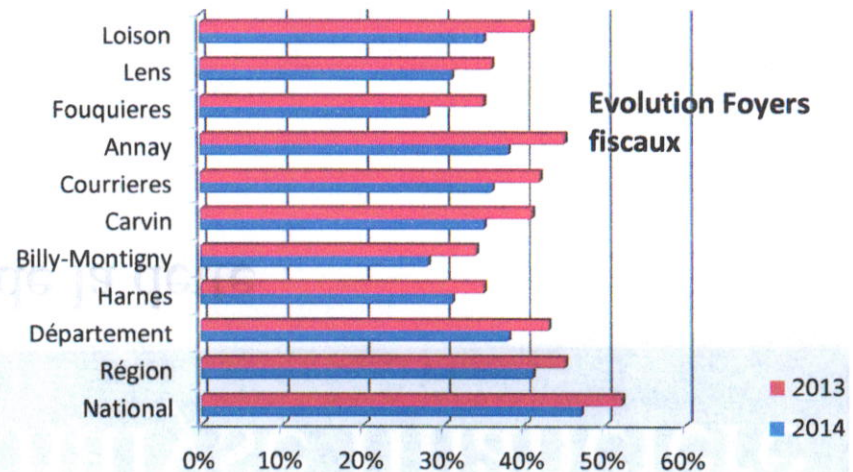
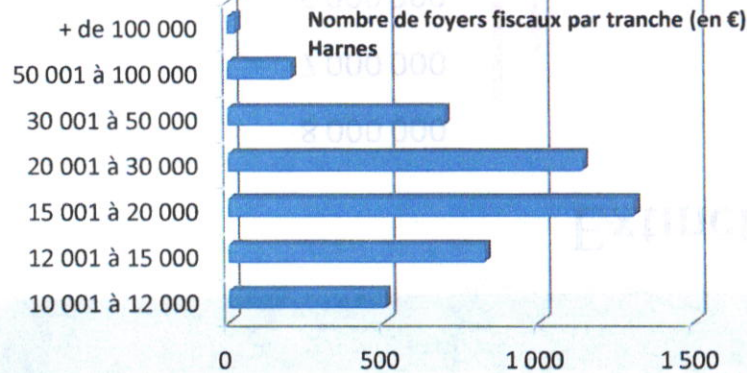


5 402

Nombre de foyers fiscaux

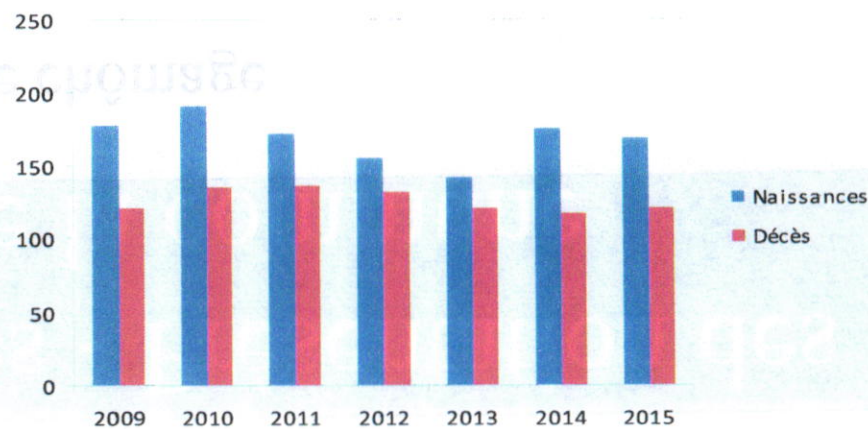
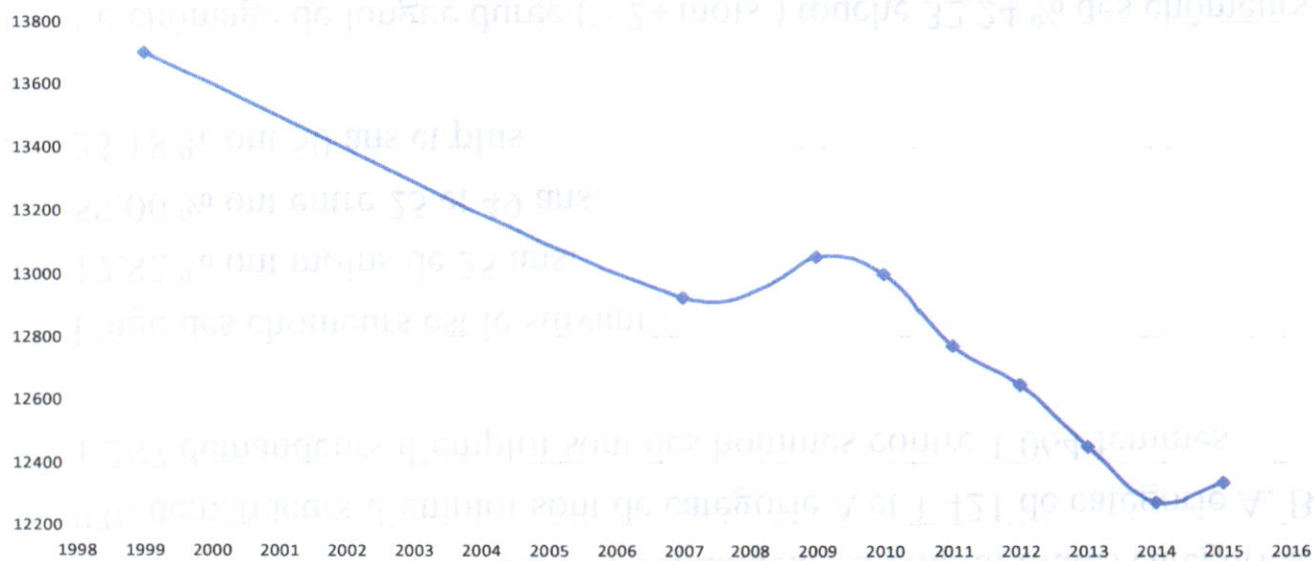


6844



Ville de Harnes - Présentation des foyers de la commune

La Population



Ville de Harnes - Présentation des foyers de la commune

Le chômage

Fin novembre 2015, il y a 2 351 demandeurs d'emploi toutes catégories.

930 demandeurs d'emploi sont de catégorie A et 1 421 de catégorie A, B et C.

1 287 demandeurs d'emploi sont des hommes contre 1 064 femmes.



L'âge des chômeurs est le suivant :

17.82 % ont moins de 25 ans.

59.00 % ont entre 25 et 49 ans.

23.18 % ont 50 ans et plus.

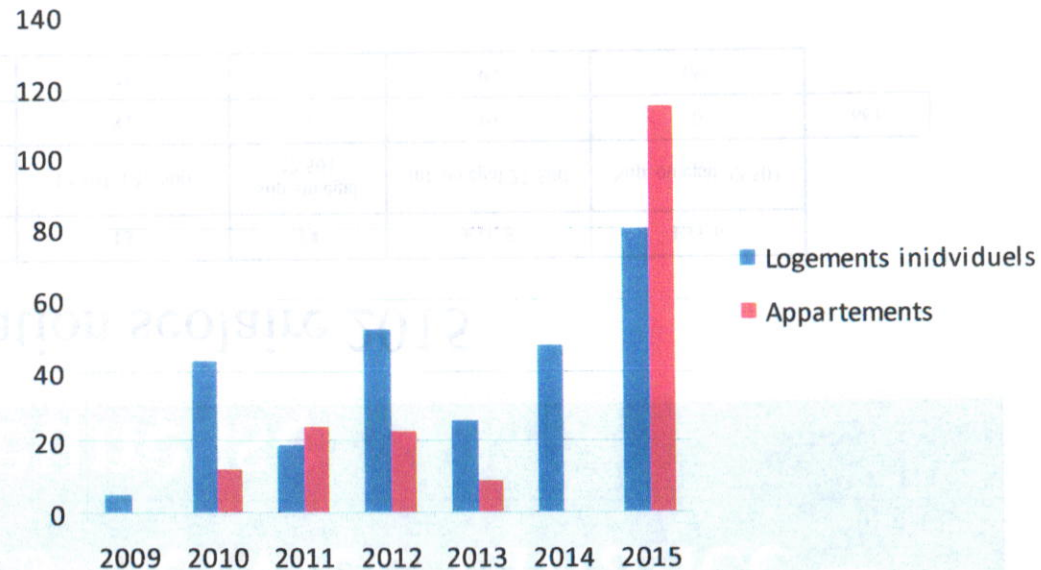
Le chômage de longue durée (> 24 mois) touche 32.24 % des chômeurs.

Les demandeurs d'emploi les plus touchés sont les personnes qui ont un niveau d'études en dessous du BEP CAP soit 46.28% des demandeurs d'emploi.

Ville de Harnes-Service Urbanisme

Statistiques logements neufs

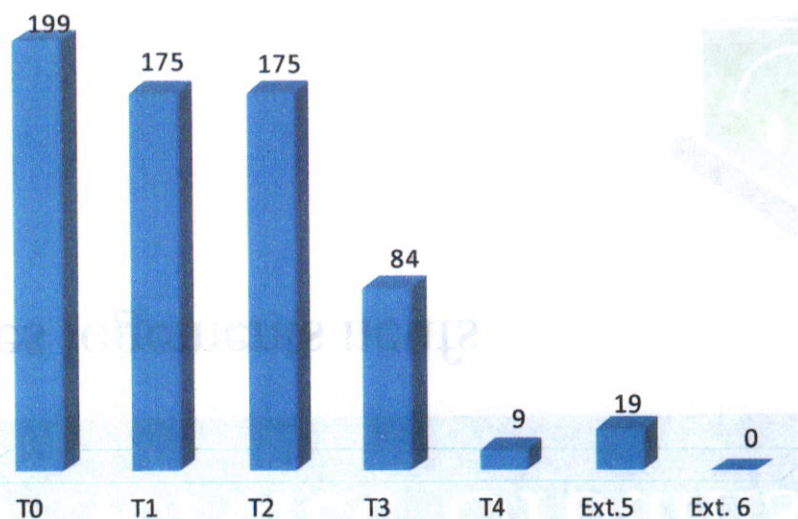
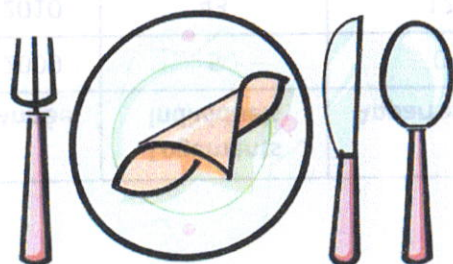
Année	Logements individuels	Appartements	TOTAL
2009	5	0	5
2010	43	12	55
2011	19	24	43
2012	52	23	75
2013	26	9	35
2014	47	0	47
2015	80	115	195
TOTAL	272	183	455



Ville de Harnes-Service Enfance – Jeunesse

Restauration scolaire 2015

Tranche	T0	T1	T2	T3	T4	Ext. 5	Ext. 6	
Coefficient social	inf. ou égal 3 500	3 501 à 7 500	7 501 à 12 500	12 501 à 22 500	sup. ou égal 22 501	inf. ou égal 22 500	Sup. ou égal 22 501	
	199	175	175	84	9	19	0	661
	31%	26%	26%	13%	1%	3%	0%	



Ville de Harnes-Service Enfance Jeunesse

Rythmes scolaires 2015



Écoles Maternelles

écoles	inscription écoles	inscription TAP
BARBUSSE	112	64
L. MICHELE	124	62
A. FRANCE	127	64
E. ZOLA	99	49
LANGEVIN	120	62
TOTAL	582	301
Pourcentage d'enfants inscrit aux TAP		52%

Écoles élémentaires

écoles	inscription écoles	inscription TAP
BARBUSSE	166	98
J. JAURES	180	111
DIDEROT	170	121
J. CURIE	150	84
L. PASTEUR	113	54
TOTAL	779	468
Pourcentage d'enfants inscrit aux TAP		60%
Effectif Global	1361	769
Pourcentage d'enfants inscrit aux TAP		56,50%

Ville de Harnes-Et pour 2016

Et pour 2016... dans les différentes politiques municipales :

En matière culturelle, fin des aménagements scénographiques du musée d'histoire et d'archéologie.

Lancement du projet de création de la médiathèque.

Mise en œuvre d'un agenda culturel et d'un passeport culture.

En matière de jeunesse, ouverture prochaine d'un Relais d'Assistante Maternelle en collaboration avec la CAF et les services du Département.

Poursuite de la rénovation des bâtiments scolaires.

Pour les élèves de primaires, programmation des formations aux premiers secours.

Poursuite des actions de sensibilisation à l'éducation routière données par la Police Municipale.

Études sur le projet de création d'un nouveau restaurant scolaire dans le quartier Bellevue.

Mise en place d'un Conseil des Jeunes pour mieux associer l'avis des enfants aux décisions municipales les concernant.



En matière sportive, lancement de l'études pour la réalisation d'un Skate Park ainsi qu'un terrain de football synthétique.

Ville de Harnes-Et pour 2016

Et pour 2016... dans les différentes politiques municipales :

En matière d'administration générale la gestion quotidienne sera encore optimisée: dans chacun des services municipaux, les formations à la commande publique seront développées ; toute dépense sera pesée dès le premier euro.

En matière de la gestion de la dette, pour rappel, l'emprunt dit toxique a été renégocié ce qui permet des marges de manœuvre supplémentaires pour l'avenir.

Le montant de la dette est de **7 578 573€**

Ville de Harnes-Et pour 2016

Et pour 2016... dans les différentes politiques municipales :



En matière d'action sociale, poursuite des actions menées par le CCAS afin de rompre l'isolement des aînés.
Lancement d'un Conseil des Sages afin d'associer en amont les aînés dans les décisions municipales.

En matière de santé, élaboration d'une charte Handicap et poursuite des actions liées à la santé.

En matière de sécurité, recrutement d'un huitième policier municipal permettant une continuité du service en soirée et le week-end.

La commune sera progressivement équipée d'une vidéo-protection afin de sécuriser les sites sensibles et d'améliorer la sécurité des usagers dans le cadre d'un partenariat avec la police nationale.



Ville de Harnes-Et pour 2016

Et pour 2016... dans les différentes politiques municipales :

En matière de travaux, arrivée du Bus à Haut Niveau de Service permettant de moderniser les transports en commun et d'intensifier leur fréquence.

Aménagements des espaces verts en terme de fleurissement et d'embellissement des quartiers.

Poursuite de la rénovation et de l'entretien des voiries.

Projet de requalification des entrées de la ville.

Aménagements au cimetière.

Programmation du travail à effectuer au titre de l'AD'AP, afin de rendre accessible les bâtiments publics.

Déploiement de la fibre optique.



Dans le domaine du logement, les programmes de nouvelles habitations vont toujours se développer sur la commune, permettant le parcours résidentiel pour tous les habitants, quelque soit leur niveau de revenu : logements sociaux, logement en lots libres de constructeurs, logements clé en main : le domaine de la Hêtraie, l'Ilot Dauthieu.

Développement de la zone de l'Abbaye située entre Harnes et Loison-sous-Lens.

Nouveau point d'accueil de Maison & Cités dans la Cité d'Orient.



Ville de Harnes-Et pour 2016

Et pour 2016... nos impôts locaux:

Depuis 2008 et jusqu'à 2015, **la municipalité n'a pas augmenté les taux de la taxe d'habitation ainsi que du foncier bâti et non bâti.**

Les baisses des dotations de l'Etat obligeront à plus ou moins long terme les collectivités à agir sur leur fiscalité.

La question se posera sur Harnes.

Que devons-nous faire?

